



Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 08 juillet 2008

N° 348

PRIX : 0,60 Euro



SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Page 2

Editorial: Face aux hausses des prix, augmentation des salaires!

Page 3

Côte d'Ivoire: Les élections hypothétiques de novembre.

Page 5

- Sénégal: Après la flambée des prix, la pénurie du riz et du gaz aggrave les conditions d'existence de la population laborieuse.

- Violence policière à l'encontre de journalistes (page 6).

Page 7

- Tchad: Les réfugiés se révoltent contre leurs conditions de vie.

- Les idées religieuses réactionnaires gagnent du terrain.

Page 9

Zimbabwe: Mugabé se reconduit au pouvoir pour un nouveau mandat.

**ABONNEMENT
FRANCE**

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE**FACE AUX HAUSSES DE PRIX
AUGMENTATION DES SALAIRES !**

L'Etat vient encore de procéder à une nouvelle augmentation du prix du carburant et du gaz. Le super sans plomb est passé de 615 francs à 795; le gasoil est vendu désormais à 785 au lieu de 545 francs. Le gaz domestique a lui aussi connu une augmentation. Ainsi, la petite bouteille de 6kg de 1500 francs est maintenant vendue à 2000, celle de 12,5kg qui coûtait 3500 francs est actuellement livrée à 4500. Avant même que la décision ne passe à sa phase exécutoire, le patron des syndicats des transporteurs avait averti il y a quelques mois que si l'Etat augmentait le prix du carburant, eux aussi en feront autant sur le tarif du transport.

Rien que la hausse des transports est un coup dur pour tous les travailleurs qui sont obligés de dépenser déjà une fraction importante de leur salaire pour se rendre sur leur lieu de travail. Mais on sait que cela ne s'arrêtera pas là. La hausse du prix du carburant se répercutera sur les prix des marchandises transportées. Cette nouvelle vague de hausse s'ajoutera aux précédentes qui rendent déjà le riz, les légumes, la viande, inabornables. Même pour les salariés embauchés, il devient de plus en plus difficile de nourrir sa famille. A plus forte raison pour les journaliers et les précaires.

Cela ne peut pas continuer ainsi. Nous ne pouvons pas nous laisser pousser à la famine pour que les trusts du pétrole, les importateurs de produits alimentaires, les spéculateurs, les intermédiaires capitalistes, les commerçants de vente en gros, empochent l'argent supplémentaire que leur rapporteront les hausses de prix.

A défaut de pouvoir empêcher les hausses de prix, il faut que les travailleurs, les salariés empêchent d'en être les principales victimes. Le seul moyen c'est d'imposer des hausses de salaires au prorata des hausses de prix. C'est plus qu'une revendication, c'est une nécessité. Et une explosion sociale, une vague de grèves pour augmenter les salaires à la mesure des hausses de prix, est le seul moyen de rendre les patrons et le gouvernement un peu plus prudents et de les obliger à réfléchir deux fois avant de décider une augmentation des prix.

Plus grave encore les problèmes de tous ceux, chômeurs, précaires et ceux qui vivent de petits boulots occasionnels et qui n'ont pas la possibilité de se retourner contre leur patron. C'est à l'Etat de les protéger, ne serait-ce qu'en subventionnant les produits indispensables. Il ne le fera pas de plein

gré. Mais des explosions sociales, des émeutes de la faim, peuvent l'y obliger.

Et qu'on ne nous dise pas que le budget de l'Etat n'est pas assez riche pour cela. Il faut prendre l'argent là où il y en a. Si les hausses de prix sont une catastrophe pour les plus pauvres, pour les salariés, elles rapportent gros à ceux qui encaissent les recettes supplémentaires qui en résultent. C'est à ceux-là de payer. C'est à ceux-là qu'il faut imposer

des taxes supplémentaires pour financer les subventions des produits alimentaires indispensables, à commencer par le riz.

Ceux qui nous gouvernent savent parler de sacrifices, lorsqu'ils vident les poches des plus pauvres. Eh bien, pour une fois, que Messieurs les riches commencent et abandonnent une partie de leurs revenus pour sauver une partie de la société de la faim et de la déchéance !

CÔTE D'IVOIRE

LES ÉLECTIONS HYPOTHÉTIQUES DE NOVEMBRE

La tenue des élections présidentielles reste toujours fixée à la date du 30 novembre. Les différentes chapelles politiques ont lancé leurs appareils de propagande dans la danse. C'est à qui va parcourir le plus de hameaux pour mentir au mieux. Tous essaient de se faire une nouvelle virginité. Le



Région de Korhogo: Formalités pour l'obtention de la carte d'électeur

PDCI enjolie ses 40 ans de pouvoir qu'il présente comme un long fleuve paisible de bonheur pour la population ivoirienne. Le RDR lui, présente son mentor comme un faiseur de miracle qui en moins de deux changera le quotidien des ivoiriens. On a assez longtemps vu le PDCI au pouvoir pour ne plus nourrir d'illusion sur lui. Quand à Alassane, comme 1er ministre, on a vu les mesures qu'il avait prises. Aucune n'était à l'avantage de la population. Toutes ses mesures d'austérité visaient à arracher aux

pauvres et à donner aux riches. On a encore en tête tout le mal que la carte de séjour qu'il a instituée a fait aux populations pauvres.

Les refondateurs du FPI ; eux crient à qui veut entendre qu'ils n'ont pas eu le temps d'appliquer leur politique de la refondation. Ils demandent à ce qu'on leur donne un vrai mandat. Mais cela fait 8 ans qu'ils sont au pouvoir. On les voit à l'œuvre. Si leur cœur se trouvait du côté du peuple, cela aurait dû se traduire par des mesures concrètes. Ils ont plusieurs fois sollicité la population pour défendre leur régime. Mais au sortir de tout ça, qu'est ce que le peuple a obtenu ? Rien. Les salaires sont toujours bloqués, les prix des matières premières payés aux paysans sont plus bas que jamais, le monde du travail vit dans une précarité qui s'aggrave de jour en jour. Les prix des produits de première nécessité se sont affolés et grimpent chaque jour.

Quand la population indignée par tout cela, sort pour manifester, ce sont les forces gouvernementales (police, armée, gendarmerie) qu'on envoie pour la mater. Pendant ce temps, en plus de leur faire des cadeaux (exonération d'impôts, franchises, etc), le gouvernement laisse la main libre aux patrons et aux riches. La pratique du travail journalier s'est généralisée plus que jamais.

Le FPI ment comme tous les autres partis. Si un moment il s'appuyait sur la population pour rester au pouvoir, il n'a pour autant rien lâché en faveur des pauvres. On voit mal pourquoi il le ferait dans l'avenir. Il tient à rester au pouvoir pour faire ce qu'il a déjà fait et continue de faire : servir la classe des riches et se servir au passage.

Sur l'organisation des élections elle-même :

Ceux qui ont en charge l'organisation de ces élections crient sur tous les toits que ces élections auront lieu à la date prévue et qu'il n'y aura pas un nième report.

C'est possible, mais pas certain du tout. Plusieurs faits parlent contre eux. En premier le redéploiement de l'administration jusqu'à présent n'est pas effectif. L'Etat en Côte d'Ivoire a toujours deux têtes. Il y a le Soroland et la zone sud, et la réunification du pays n'est pas pour demain. On se rappelle des incidents de Ouangolo, où les douaniers que le gouvernement ivoirien avait envoyés ont été éconduits par les autorités des Forces nouvelles qui étaient sur place. Les préfets et sous-préfets qui ont été redéployés en zone ex-F.N. sont sans pouvoir et se sentent en insécurité. Les tenants des structures en place après 5 à 6 ans d'exercice du pouvoir ne veulent pas se laisser supplanter par l'administration qui est en train d'être redéployée dans leur zone. Ils ne veulent pas perdre leurs privilèges actuels.

En deuxième lieu, il y a les explosions répétitives en zone ex-rebelle. L'actualité récente retient celles de Bouaké, Séguéla et Vavoua. Des soldats mécontents se sont mutinés contre leur hiérarchie. Derrière ces mutineries il faut voir un fait beaucoup plus profond que les raisons qu'ils avancent. Ces soldats pendant plusieurs années ont exercé le métier des armes. Comme leurs collègues du sud, ils rançonnaient les populations sous leur contrôle. Cela leur assurait le quotidien. Aujourd'hui avec l'accord de Ouaga, on parle de démobilisation. La plupart vont donc retourner à la vie civile avec toutes les incertitudes que cela comporte. En plus, il n'y a rien de précis sur leur sort futur, alors qu'ils voient bien comment leurs hiérarchies civile et militaire se sont vite enrichies dans cette crise. En plus ces derniers trouveront bien à se caser grassement comme Soro qui est Premier ministre actuellement et devant qui s'ouvre une belle carrière politique. Dans cette situation il n'est pas dit que le désarmement et la démobilisation se passent sans

heurts en zone Forces nouvelles. Tous ces petits chefs de guerre, qui ont une autorité sur des bouts de territoire, lâcheraient difficilement le morceau pour retourner à une vie ordinaire. Dans quelle mesure Soro aidé du pouvoir d'Abidjan pourra maîtriser ses soldats mécontents ? Il nous faudra attendre pour voir. Il n'est pas dit que des embusqués comme Doué, I.B. ou Zacharia ne profitent pas de ce mécontentement pour enfin rentrer au pays et s'inviter au partage du gâteau qui se fait entre Soro et Gbagbo.

En plus de tout cela, il y a les financements des élections et leur préparatif. Jusque là, l'Etat ivoirien court derrière un financement qu'il ne trouve pas. Ces grandes puissances et autres bailleurs de fonds souhaitent évidemment que la situation se stabilise (la division du pays, les incertitudes politiques et militaires sont préjudiciables aux affaires). L'entente Gbagbo-Soro, saupoudrée d'une élection présidentielle, pas trop truquée, qui permettrait à la « communauté internationale » - c'est-à-dire aux grandes puissances - de parler du retour de la Côte d'Ivoire à la démocratie, arrangerait leurs affaires. Mais ce n'est pas pour autant que les grandes puissances ont envie de payer. Pas même pour financer complètement le processus électoral. A plus forte raison, pour acheter la paix du côté des officiers subalternes et des soldats rebelles qui n'ont pas envie de lâcher leurs fusils et les rackets qu'ils permettent en contrepartie des 90.000 francs CFA qui leur sont proposés. Sans argent, même la démobilisation, le désarmement et la réinsertion des ex-combattants restent hypothétiques.

Il reste à peine 5 mois. A cette allure si malgré tout, les scrutins sont quand même organisés, on court vers des élections qui ne manqueront pas d'être contestées. On verra si la « communauté internationale » donnera alors sa bénédiction ou si on remet ça pour plus tard.

Quoi qu'il en soit du déroulement de ces élections et de celui qui les gagnera, la population n'a pas à se faire des illusions. Elle n'aura droit qu'à une caricature de démocratie à l'ombre de laquelle persisteront l'exploitation et la pauvreté.

SÉNÉGAL

**APRÈS LA FLAMBÉE DES PRIX
LA PÉNURIE DU RIZ ET DU GAZ
AGGRAVE LES CONDITIONS D'EXISTENCE
DE LA POPULATION LABORIEUSE**

Le riz, aliment de base d'une grande majorité de la population est devenu une denrée difficile à trouver chez les commerçants. Dans les quartiers populaires, quand les habitants ont eu vent qu'on en trouve chez un commerçant du coin, ils s'y pointent dès six heures du matin pour faire la queue. Les commerçants, quand ils en ont, ne le vendent qu'au détail au prix astronomique de 500 francs CFA le kilo, c'est-à-dire presque le double de son prix antérieur qui était de 270 à 280 F le kilo.



*Champ de riz dans la région
de Saint-Louis*

Les gros importateurs du riz, par la bouche de leur représentant, affirment qu'il y avait juste «une petite rupture» mais qu'à présent «les quantités sont là disponibles et prêtes à être mises sur le marché, quand on aura le feu vert de la direction du Commerce». Le «feu vert» en question c'est le paiement de la subvention promise par l'Etat pour que le riz soit vendu à un tarif «abordable» aux consommateurs. Et Pourtant le ministère du Commerce avait annoncé dès le 13 juin que l'Etat avait procédé au paiement de cette subvention «à certains ayants droit» et que depuis cette date «la situation est redevenue normale», que «les stocks de riz sont disponibles» et que les prix «restent inchangés». Sauf que la réalité sur le terrain est tout

autre.

Ce même ministre parle aujourd'hui d'une «psychose injustifiée qui règne sur le marché du riz». Mais au lieu de s'en prendre aux gros importateurs qui font de la rétention afin d'écouler leurs produits au marché noir, il dénonce le «comportement irrationnel» des consommateurs qui stockeraient le riz chez eux «alors que cela aurait pu servir ailleurs». Ce ministre cynique a donc le culot d'accuser les consommateurs d'être les responsables de la pénurie alors qu'ils en sont les victimes.

Quant aux bouteilles de gaz, on n'en trouve nulle part. Peu avant sa disparition dans les magasins la bouteille moyenne se vendait déjà à 2500 F alors que son prix officiel était de 1250 F. Après avoir incité des années durant la population à utiliser le gaz à la place du charbon de bois pour mettre fin à la déforestation du pays, le gouvernement demande aujourd'hui aux habitants de se remettre au charbon pour faire face à la pénurie de gaz. Mais le charbon, lui aussi, est devenu cher.

A toutes ces difficultés d'approvisionnement et de flambée de prix s'ajoutent les coupures intempestives de l'électricité et de l'eau, surtout dans les quartiers populaires. Ces derniers temps-ci l'eau peut être coupée durant plusieurs jours obligeant les habitants à faire des kilomètres pour en trouver. Quant à au courant il peut être coupé durant plus de douze heures, voire plus. De plus il est question qu'à partir du 1^{er} août le gouvernement va procéder à une nouvelle augmentation des prix de l'électricité, du gaz, du carburant et du riz. Ce qui conduit encore plus les plus gros commerçants à ne pas écouler tout de suite leurs stocks pour les revendre plus cher ultérieurement. Il est évident que les prix des autres produits de base comme la tomate concentrée, l'huile, le lait en poudre, etc. vont suivre à la hausse.

Les victimes de ce renchérissement des prix sont en premier lieu les populations les plus démunies. Quand on sait que la plupart des petits salariés ne touchent même pas 50.000 francs par

mois et qu'avec ce maigre revenu il faut faire vivre toute une famille, on peut imaginer la détresse dans ces familles. Vivre à Dakar est devenu impossible pour la grande majorité des familles de travailleurs. Les loyers y sont devenus inabordable. Même dans les quartiers populaires les loyers ont grimpé. Il est quasiment impossible de trouver un logement deux pièces à moins de 50.000 francs. Les travailleurs sont donc obligés d'aller vivre de plus en plus loin de la capitale. Mais ce qu'ils gagnent en économisant sur les loyers, ils le perdent en frais de transport pour aller au travail. De nombreux pères de famille sont obligés de se débrouiller pour passer la nuit non loin de leur lieu de travail et de ne rejoindre leur famille que lors des jours de repos hebdomadaire.

Mais pendant que des centaines de milliers de familles vivent dans la difficulté, en se serrant la ceinture, en se privant de tout, même du strict minimum, une minorité de bourgeois locaux s'enrichit à vue d'œil. Dans les beaux quartiers de la Corniche, les boîtes de nuit font le plein, les voitures de luxe sont étalées devant les villas cossues. Les enfants des riches se vantent d'avoir fait une « virée » à Paris pour y fêter leur anniversaire ou pour y faire leurs emplettes.

La misère qui s'accroît à grande vitesse finira tôt ou tard par provoquer des réactions de colère dans les quartiers populaires. Les partis d'opposition, notamment le principal d'entre eux, le PS, ont tenté à plusieurs reprises d'organiser des manifestations de rue pour dénoncer la flambée des prix. Mais ces manifestations n'ont pratiquement pas été suivies par les populations des quartiers populaires. Ces dernières n'ont pas oublié que durant quarante années c'était le PS qui était au pouvoir et que ses dirigeants qui dénoncent aujourd'hui la corruption et gabegie du pouvoir actuel étaient les premiers à se remplir les poches en détournant les fonds de l'Etat en toute impunité. Et si demain ils revenaient au pouvoir, il ne feraient pas mieux que l'équipe actuelle.

Wade n'a donc pour le moment rien à craindre de ses principaux rivaux politiques. Ce qu'il craint en revanche, c'est l'éclatement de la colère des masses pauvres. Voilà pourquoi il multiplie les discours démagogiques dans les médias. Il promet l'« autosuffisance alimentaire », voire « l'abondance » et la fin de la pénurie. Il promet, il promet. Mais ce ne sont pas les promesses qui vont remplir les ventres vides. Son arrogance et son cynisme finiront pas provoquer la grande colère populaire qu'il mérite.

SÉNÉGAL

VIOLENCE POLICIÈRE À L'ENCONTRE DE JOURNALISTES

A l'appel du Comité pour la défense et la protection des journalistes, plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans les rues de Dakar le 28 juin dernier. Ils protestaient contre la violence policière à l'encontre de deux des leurs une semaine plus tôt. Il s'agit de journalistes de radio privée (RFM et WADR) qui voulaient interroger des joueurs de football après un match opposant le Sénégal et le Libéria. L'un des deux était encore hospitalisé une semaine après avoir été bastonné par des policiers. Pourquoi ont-ils été ainsi violentés ? Ce serait étonnant qu'une simple envie de poser des questions à des joueurs de foot provoque un tel acharnement policier. Leur reproche-t-on d'avoir osé dire des choses qui ne plaisent pas aux oreilles des tenants du pouvoir ? « L'enquête est en cours » dit-on au ministère de l'Intérieur. Mais on connaît le

refrain. Tout au plus on mettra quelques boucs émissaires au placard et l'affaire sera close.

Pour faire croire qu'il n'était pour rien dans cette affaire, le gouvernement a dépêché quelques uns de ses membres dans les rangs des manifestants. Mais ce n'est pas la première fois que le pouvoir s'en prend aux journalistes qui ne sont pas aux ordres. Selon le porte parole du Comité « plusieurs violences contre les journalistes ont été observées ces derniers mois ». En Effet, Wade qui se comporte souvent comme le donneur de leçon devant ses compères africains en matière de « démocratie » et de « bonne gouvernance » ne supporte pas d'être critiqué sur sa propre gestion du pouvoir. Quand il ne parvient pas à imposer le silence par la menace d'une poursuite judiciaire, il n'hésite pas à utiliser la manière forte.

Plusieurs journalistes ou écrivains en ont déjà fait les frais.

Surtout en cette période de flambées des prix et de mécontentement populaire le gouvernement tolère encore moins que des journalistes indéliçats

mettent leur nez et rendent public des scandales de corruption au sommet de l'Etat ou de détournements des deniers publics. Derrière la « démocratie » de façade que veut afficher Wade il y a le gant de fer qu'il a de plus en plus de mal à dissimuler.

TCHAD

LES RÉFUGIÉS SE RÉVOLTENT CONTRE LEURS CONDITIONS DE VIE

Les réfugiés tchadiens qui vivent depuis février dernier au camp de Maltam situé à 30 km de Kousseri au Cameroun sont récemment descendus dans les rues de cette petite localité pour protester contre leurs conditions de vie qu'ils jugent lamentables et contre le projet du HCR (Haut commissariat aux réfugiés) de transférer ce camp plus loin, à Langui, à l'intérieur du pays à 450 km du site actuel.

Un représentant des réfugiés explique : "Nous ne voulons pas partir à Langui. Notre souhait est qu'on nous transfère plutôt avec le statut de réfugié politique au Canada, en Belgique, en France ou peut-être s'il s'agit d'un pays africain, au Nigéria. Nos conditions de vie ici sont précaires. Les soins de santé ne sont pas suffisants, les conditions d'alimentation laissent à désirer..."

En effet il y a quelques mois, un reportage dans ce même camp avait révélé que plus de 9000 réfugiés vivaient par jour et par personne avec quelques grammes de riz, de sorgho, quelques centilitres d'huile et un litre d'eau. Une femme révoltée par la situation avait déclaré aux journalistes : "Comment manger du riz sec ? Comment vivre sous une température de 50 degrés, dès midi ? Il n'y a pas d'arbre, donc pas d'ombre, et les tentes sont surchauffées. Si ça continue, je préfère aller mourir chez moi."

Quant au transfert du camp, l'annonce n'a fait qu'augmenter le mécontentement car les réfugiés ne pourront plus recevoir la visite de leurs parents restés à Ndjaména. Ils seront complètement coupés d'eux car ceux-ci n'auront pas les moyens de payer le transport alors que jusque-là, ils parcouraient, à vélo, les 30 km entre Kousseri et le camp.

Mais contre leur volonté le camp a été, comme prévu par le HCR transféré à Langui début juillet. "Ceux qui ne voudront pas aller à Langui pourront retourner au Tchad" avait laissé entendre le préfet du Logone et Chari, chargé de superviser ce déplacement.

La veille du départ, un "sit-in" a été prévu sur la route Maroua-Kousseri pour empêcher ce déplacement. Ce mouvement a-t-il eu lieu ? On ne sait pas pour le moment. Toujours est-il que la plupart des réfugiés, malgré leur opposition, se sont trouvés dans le nouveau camp. Mais dès leur arrivée, le mouvement pour l'amélioration de leur condition de vie, notamment l'augmentation de la ration alimentaire a eu lieu. Les réfugiés obtiendront-ils gain de cause. Quoi qu'il en soit, ils ont raison de manifester leur révolte face aux difficultés qu'ils rencontrent.

En attendant, à Ndjaména la situation n'a guère changé. Les événements semblent donner raison aux réfugiés qui ont déclaré que tant que la paix n'est pas revenue dans le pays, ils ne rentreraient pas. En effet des rebelles ont attaqué le 5 juillet la localité de Goz-Béida à l'est du pays. Cette ville étant prise, ils descendraient vers la capitale. C'était une rumeur mais à Ndjaména les gens s'apprêtaient à fuir.

Un temps viendra où les populations, habituées à fuir, en auront assez et décideront de s'organiser, et contre la dictature en place et contre tous les rebelles confondus qui, une fois au pouvoir se comporteront aussi en dictateurs.

TCHAD**LES IDÉES RELIGIEUSES
RÉACTIONNAIRES GAGNENT DU TERRAIN**

Le 30 juillet, environ 700 fidèles d'un chef islamiste ont attaqué la localité de Kouno situé à environ 300 km de Ndjaména la capitale, sous prétexte d'y mener la guerre sainte (Djihad). Selon un rapport officiel, ils avaient brûlé 158 cases, quatre églises, un dispensaire et la gendarmerie.

Des gendarmes dépêchés sur les lieux se sont affrontés aux fidèles armés de gourdins, de flèches empoisonnées et de sabres pour défendre leur chef que l'on voulait arrêter. Il y a eu 72 morts dont 4 gendarmes. Les forces de l'ordre ont libéré 90 femmes et 121 enfants qui étaient retenus en otage.

Le chef islamiste, arrêté, a déclaré qu'il voulait "propager la guerre sainte" du "Tchad jusqu'au Danemark" (à cause peut-être de la caricature de Mahomet publiée par la presse). « Je demande, a-t-il ajouté, à tous les musulmans de se préparer pour engager une guerre sainte contre les chrétiens et les athées. »

Depuis environ une dizaine d'années, l'islam s'est propagé de manière fulgurante à travers tout le pays, dans le sud en particulier peuplé en majorité de chrétiens et d'animistes. Des mosquées financées par

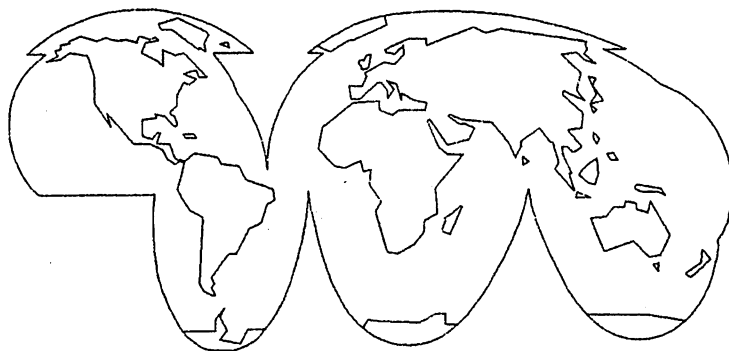
la Libye ou l'Arabie Saoudite, poussent partout depuis l'arrivée des rebelles au pouvoir; ils essaient de s'appuyer sur des bases religieuses pour renforcer leur pouvoir. Ainsi on a vu dans les rues de Ndjaména des signalisations des routes écrites en arabe; les dirigeants s'efforcent de privilégier l'arabe comme langue nationale. Des chefs religieux musulmans venus des pays voisins envahissent villes et villages.

A cette allure, il faut s'attendre à ce que des mouvements extrémistes comme celui qui vient de sévir dans Kouno gagnent du terrain.

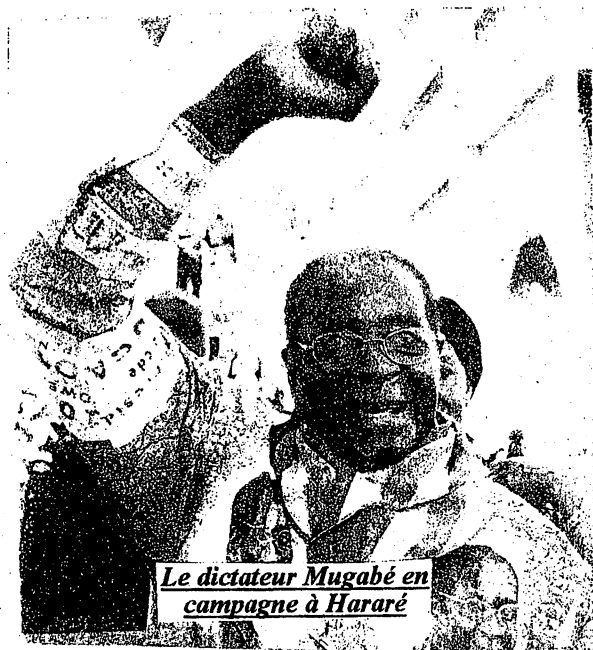
Du côté des chrétiens, on assiste aussi à la recrudescence des associations religieuses et à la multiplication des réunions pour prêches. Les naissances, les décès, les mariages sont organisés en pompes et très religieusement encadrés. Le dimanche, presque tout le monde se rend dans les églises. C'est un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur.

Tout cela sur un fond de misère généralisée, générée par le système capitaliste. C'est un terrain fertile à la multiplication des idées réactionnaires de tout genre.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

ZIMBABWÉ**MUGABÉ SE RECONDUIT AU POUVOIR
POUR UN NOUVEAU MANDAT**

Le dictateur Mugabé en campagne à Hararé

Robert Mugabé président du Zimbabwe vient d'organiser des élections qu'il a naturellement gagnées. Le premier tour a été pourtant emporté par son opposant Morgan Tsvangirai. Après cette leçon de démocratie où il pouvait perdre son poste, Mugabé s'est juré de ne plus se laisser avoir. Il a donc soumis son opposant à tellement de pressions et d'harcèlements que ce dernier a fini par craquer et à renoncer au deuxième tour des élections. Mugabé candidat unique fut donc élu à plus de 90% des suffrages exprimés. C'est en se prévalant de cette élection qu'il s'est rendu au sommet des chefs d'Etat africains qui s'est tenu en Egypte le 2 juillet.

Comme on devait s'y attendre, Mugabé a été "accueilli en héros" comme le disait Omar Bongo à ce sommet. Comment pouvait-il en être autrement de la part de Bongo qui depuis 41 ans est président "démocratiquement" élu de son pays et régulièrement réélu dans des conditions ni plus ni moins démocratiques que Mugabé. Et ce dernier n'avait pas tort quand il affirmait après son élection que "En Afrique, il y a eu des élections conduites dans de bien pires conditions. Ces présidents dirigent toujours leurs pays".

Kadhafi est au pouvoir en Libye depuis 39

ans; Dos Santos est à la tête de l'Angola depuis près de 29 ans; le président égyptien Hosni Moubarak l'est depuis 27 ans; en Guinée Equatoriale Obiang Nguema est au pouvoir depuis 29 ans, après un coup d'Etat en 1979 et a remporté des élections en 2002 à 96% des voix dès le premier tour. Au Burkina Compaoré dirige son pays depuis 21 ans et s'y cramponne encore. Au Kenya Mwai Kibaki avait organisé des élections tellement truquées qu'elles avaient enflammé le pays jusqu'à un compromis politique avec ses opposants. En Côte d'Ivoire, Gbagbo avait reconnu que son élection s'était passée dans des conditions "calamiteuses" et pourtant il est resté accroché à la présidence avec la reconnaissance de toute la «communauté internationale» en fin de compte.

Les grandes puissances font mine de s'indigner devant l'élection de Mugabé. Ce n'est qu'hypocrisie. Les pires dictatures en Afrique trouvent leur soutien dans les pays impérialistes. Combien de dictateurs, d'Idriss Deby à Bongo en passant par Compaoré, doivent leur maintien au pouvoir grâce à l'appui qu'ils reçoivent de leurs parrains de l'ex puissance coloniale ? A chaque fois que leur pouvoir chancelle, ceux-ci volent à leur secours. Tous les discours sur la démocratie ou le droit des peuples cachent mal autre chose. On sait quel genre de démocratie les dirigeants des USA ont installé en Afghanistan et en Irak. Ces démocraties ne respectent pas plus les droits de leurs populations que les régimes éjectés. Ces champions de la démocratie ferment les yeux sur tout dès que leurs intérêts trouvent satisfaction. S'ils trouvent à râler contre Mugabé, c'est qu'il arrive à ce dernier par démagogie, de leur jouer de mauvais tours.

La seule chose capable de stopper la propension qu'ont les dirigeants africains à vouloir s'éterniser au pouvoir, c'est un éveil même de la population. Ce sont les masses qui, quand elles se mettent en marche, peuvent mettre fin au règne des dictateurs. Il n'y a pas à compter sur une quelconque organisation ou communauté internationale.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.